

L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE A BESOIN D'UNE IMPULSION POLITIQUE

ENTRETIEN avec

JACQUES DELORS

Ancien président, Commission européenne

19

Partons, si vous le voulez bien, du rapport Delors de 1989 qui donnait une image assez précise de ce que devait être l'euro et dont l'essentiel a été mis en œuvre. Par rapport à la vision que vous aviez à l'époque, en quoi le rêve s'est-il réalisé ? À l'inverse, quels sont les éléments que vous n'aviez pas anticipés ?

La rédaction du rapport a déjà été une occasion de discussion forte, voire de conflit. Il n'était pas évident que le groupe arriverait à un accord unanime. C'est moi qui avais demandé au chancelier Kohl, quand il m'avait proposé de présider ce groupe, que les gouverneurs de banque centrale y participent, plutôt que les ministres des Finances. Je pensais en effet que les aspects techniques étaient très importants et je connaissais aussi les positions de certains présidents ou gouverneurs de banque centrale. Donc, nous avons dépensé beaucoup d'énergie avec l'un des rapporteurs (Tommaso Padoa-Schioppa) et nous avons pu obtenir un accord unanime sur la réponse à la question suivante : si vous deviez faire l'euro, à quelles conditions cela pourrait-il marcher ? Cette règle du jeu, même le gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui l'a payé ensuite, l'a acceptée. D'ailleurs, lorsque le Conseil européen (sous présidence allemande) a décidé de créer ce groupe, Margaret Thatcher a dit : « Bon, si ce n'est qu'une étude, ça va ! ».

Quant à la réalisation, ma grande déception, que peu de gens, hélas, partagent, est que l'équilibre du rapport entre l'économique et le monétaire ne s'est pas réalisé. Pour le reste, je n'ai jamais cru que l'euro créerait une dynamique pour la construction proprement politique de l'Europe.

Ce que beaucoup croyaient, pourtant

Ce que beaucoup croyaient. Et en plus, comme il y avait eu entre-temps la chute du mur de Berlin, l'euro était pour certains le moyen de cimenter ce qui avait été fait pendant presque une quarantaine d'années.

Vous dites, d'un côté, que le projet comportait un volet économique, que vous imaginiez beaucoup plus ambitieux, mais, de l'autre côté, qu'il ne représentait pas un élément d'union politique...

Non ! Je ne pensais pas que cela entraînerait une dynamique politique de l'Europe parce que j'avais dans l'esprit, dans ma culture historique, l'exemple de l'Union monétaire latine et que je savais qu'une union monétaire isolée peut très bien un jour être victime des événements.

20

Vous avez évoqué votre grande déception en raison du déséquilibre entre la monnaie et l'économie. Quelle est la principale cause de ce déséquilibre ? Est-ce que c'est le fait que la logique de surveillance économique était surtout intergouvernementale ? Pensez-vous que la Commission a joué son rôle ?

Aux États-Unis, il y a une banque centrale et un Trésor. En Europe, il y a une banque centrale, mais il n'y a pas de Trésor. Remédier à ce déséquilibre entrainait dans mes propositions, qui peuvent être contestées ; je le répète, elles ne sont pas majoritaires. Mais parce que les 55 % ou 60 % du rapport de la Commission que j'ai présidée étaient consacrés à l'économie, je croyais que l'on irait au-delà du Pacte de stabilité et de croissance. Il n'en a rien été. Pourquoi ? Mon expérience de dix ans m'incite à penser que les ministres des Finances sont extrêmement réticents à parler de leurs propres affaires devant leurs collègues et que, la plupart du temps, ils préfèrent parler du laxisme des autres ministres de leur gouvernement.

Mais aller au-delà du Pacte de stabilité et de croissance, c'était quoi ? Parce que dans les formulations du rapport, c'est très ambigu. Quand on parle de règles contraignantes concernant les déficits, il peut y avoir une lecture restrictive qui se borne aux limites appliquées

aux déficits excessifs, mais aussi une autre lecture qui est de se servir de cet instrument pour orienter les politiques budgétaires dans une direction ou dans une autre.

L'idée était que la création de l'Union économique et monétaire (UEM) entraînerait une convergence des politiques macroéconomiques. Cela ne s'est pas réalisé. En d'autres termes, l'euro protège, mais ne stimule pas.

Précisément, pensez-vous que la Commission a joué son rôle, celui que l'on attendait d'elle dans ce domaine depuis dix ans ? Et quel rôle devrait-elle alors jouer dans les dix ans à venir ?

Je préfère m'exprimer sur le second point. Elle devrait provoquer une réflexion sur les possibilités de cohérence entre les politiques macroéconomiques, de façon à maximiser, à un moment donné, l'effort collectif. Pour quelles raisons ne l'a-t-elle pas fait ? J'avais présenté en 1993 un rapport sur « croissance, compétitivité et emploi », à une époque où l'économie européenne n'était pas au mieux, où il y avait des tempêtes sur les marchés des changes, où il a fallu élargir les marges de fluctuation, où il y avait cette combinaison explosive entre l'aide aux Länder de l'Est et la recherche de stabilité en Allemagne. C'était une période chahutée. Ce rapport a bien été adopté par le Conseil européen, mais les ministres des Finances ont toujours refusé d'appliquer sa partie communautaire. Donc, ce n'est pas facile.

21

En même temps, si l'on fait un retour sur la crise que l'on vient de vivre et dans laquelle on est toujours, il faut bien noter qu'il y a eu des réactions. La Commission a fait ses propositions. On peut avoir différents jugements sur l'ampleur des efforts des États, mais il s'est quand même passé quelque chose. La crise bancaire a été gérée de manière assez concertée. Donc, quel jugement peut-on porter là-dessus ? En fin de compte, cela a-t-il marché malgré les institutions ?

Il a certainement manqué un *early warning* de la part de la Commission dès 2006-2007. Les avertissements n'avaient pas manqué, y compris, par exemple, celui d'Helmut Schmidt et de moi-même. Au moment où la crise s'est déclenchée, elle a semblé donner raison - pour parler en termes institutionnels - à la méthode intergouvernementale contre la méthode communautaire. Le président en exercice, Nicolas Sarkozy, a alors donné un coup d'épaule dans la porte. À partir de là, la Commission a bien fait son travail. Cependant,

il s'est surtout agi de l'addition de programmes nationaux. En outre, on a vu que, par exemple, sur l'automobile, chacun a pris des mesures nationales au détriment du marché intérieur européen. Or, ce marché intérieur est bien menacé dans les mois qui viennent. Le marché intérieur, c'est un bien public. Au total, le fait que le coup d'épaule soit venu des gouvernements et non pas des institutions communautaires va beaucoup peser dans l'avenir, et on ne porte pas assez d'intérêt à l'érosion possible de ce que nous avons acquis péniblement en commun, le marché unique.

Sous votre présidence à la Commission, vous aviez lancé les travaux établissant des liens étroits entre marché unique et monnaie unique. Dans la perspective des dix ans à venir et à la lumière des événements récents, ceux que vous avez cités, mais également le fait que certains pays, actuellement, peuvent déprécier leurs monnaies assez considérablement (on peut citer la livre sterling), pensez-vous que l'on puisse durablement vivre avec un marché unique sans monnaie unique concernant l'ensemble des membres de l'union monétaire ?

Non.

22

Ou va-t-il falloir avoir un autre type de traitement ?

Je ne suis pas inquiet sur le fait que l'on ait appliqué la différenciation, c'est-à-dire qu'un groupe de pays ait décidé d'aller plus loin. Lors de la préparation du traité de Maastricht, s'il avait fallu obtenir l'unanimité, il n'y aurait, aujourd'hui, ni UEM, ni euro.

Il y a dix ans, vous attendiez-vous à ce que le Royaume-Uni n'en fasse pas partie ?

Oui ! Nous n'avons pu éviter la crise à Maastricht qu'au prix de deux *opting out* : l'un sur l'UEM, sur l'euro, et l'autre sur le volet social que Tony Blair a ratifié plus tard. La différenciation est un élément crucial de réflexion pour l'avenir, pour essayer de concilier maintien de l'acquis et dynamisme de la construction européenne. Je reste partisan de ce que l'on appelle aujourd'hui les « coopérations renforcées ». Mais enfin, nous sommes 27 aujourd'hui dans l'Union européenne ; dans dix ans, nous serons peut-être 30-35. On ne peut pas espérer que tous ces pays soient dans l'UEM, ou alors elle risque de devenir une simple union monétaire latine, c'est-à-dire une gestion monétaire sans contrepartie économique.

Sur ce sujet, est-ce que vous pensez que les critères d'entrée de l'Union européenne à l'union monétaire sont les mêmes, ou doivent-ils être les mêmes que ceux qui étaient valables dans le traité de Maastricht ? Ou est-ce qu'ils doivent évoluer ?

Si l'euro avait également un aspect stimulant, je pense que l'on pourrait accueillir des pays qui sont en marge ou un peu loin des critères. Et compte tenu que nous avons comme biens publics, la monnaie unique et la crédibilité de la Banque centrale, je pense qu'il faut rester tout à fait dur sur les critères. Autrement dit, je ne voudrais pas amollir l'entrée dans l'UEM sous prétexte qu'il faut construire l'Europe.

Mais est-ce qu'il y a plus de points communs entre les pays de la zone euro aujourd'hui qu'entre ces derniers et ceux qui pourraient la rejoindre demain ?

Non, mais ce n'est pas une raison pour être laxiste. Tous les pays de l'Union européenne travaillent avec les mêmes concepts, les mêmes cadres de réflexion. Il n'y a donc pas une exigence particulière pour l'UEM, sauf les critères que vous connaissez. Je pense que cette situation n'est pas longtemps tenable et c'est aussi l'avis de certains responsables français : il faut prendre plus au sérieux l'UEM. C'est pour cela qu'il y a actuellement cette querelle sur la question : « Doit-on réunir les dirigeants de l'UEM au niveau des chefs d'État et de gouvernement ? ». Ce n'est pas le conflit classique entre le gouvernement économique des uns et le refus des autres, c'est une autre initiative.

23

Mais, qu'est-ce qui peut changer dans ce domaine ? Qu'est-ce qui est aujourd'hui possible ? Supposez que ces dirigeants se réunissent dans ce format et qu'ils soient à la recherche, qu'ils partagent d'autres constats, c'est-à-dire un manque d'*affectio societatis*, un manque de cohésion, un manque de dynamisme...

Oui, un manque de discipline commune, surtout ! Non, ce qui peut être politiquement utile pour l'Union européenne, affectée par les mutations géopolitiques du monde, c'est une prise de conscience à ce niveau-là, et non au niveau des ministres des Finances. J'étais réticent à l'égard de cette initiative, mais j'ai changé d'avis.

Et quels seraient les éléments de décision qui seraient importants du point de vue et au niveau des chefs d'État ?

Ce serait de rendre plus homogène et plus dynamique l'UEM. Plus homogène, c'est un peu le sens, si j'ai bien compris, de ce qu'a dit le président Barroso : « Est-ce que l'on peut réconcilier discipline monétaire et sociale, un minimum d'harmonisation dans la zone ? ». Harmonisation ne veut pas dire uniformité, mais un rapprochement raisonnable.

La crise a eu certains effets centrifuges sur l'ensemble de la zone, pas seulement au niveau de l'union monétaire, mais aussi au niveau de l'Union européenne, à tel point d'ailleurs que certains ont pu spéculer sur l'éclatement de la zone. Est-ce qu'à votre avis, il y a un risque réel d'éclatement de l'UEM ? Et est-ce que - c'est une question liée - les mécanismes de solidarité sont assez puissants pour l'éviter ? Et faut-il en inventer d'autres ?

Non ! Ce qui manque, c'est une tendance vers une certaine harmonisation à l'intérieur de la zone sur le plan fiscal, comme sur le plan social, très progressivement. Bien entendu, je connais les niveaux de développement des différents pays. Et je ne parle même plus de maximisation de nos avantages, j'y ai renoncé, mais les chefs d'État peuvent donner une impulsion dans ce sens-là. Je crois que ce serait absolument nécessaire, à mon avis. Je dramatise peut-être à l'excès, mais si demain la gestion des processus de désendettement est vraiment contrastée entre des pays majeurs de l'UEM, je crains une crise économique, voire une crise politique. En 2009, le déficit public sera de 3,2 % du PIB en Allemagne et de 8,2 % en France. Je crains beaucoup qu'entre les deux pays dont le PIB est le plus fort, la population la plus élevée, il y ait une tension très forte et en même temps, je crains beaucoup que cela desserve la stratégie française dans son ensemble.

Ce que vous dites, c'est qu'il faudrait une initiative sur l'impôt sur les sociétés...

Oui !

...et que la France donne des gages sur le plan budgétaire.

Voilà !

Et que faudrait-il demander à l'Allemagne ?

Il faut demander à l'Allemagne qu'elle reconsidère ses positions sur la contrepartie économique dans l'union monétaire, sur le budget européen et sur la possibilité pour ce budget non pas de se substituer aux actions nationales, mais de stimuler les actions nationales là où nous risquons d'être en retard par rapport à la mutation géopolitique et technologique du monde. Et pour l'instant, l'Allemagne est réticente. Les années Chirac/Schröder ont été des années d'endormissement. On n'a rien fait, on n'a pas avancé, sauf pour s'accorder sur le fait qu'il ne fallait pas augmenter le budget européen.

Et donc, ce serait une initiative relative au budget européen pour la zone euro, un budget de croissance pour la zone euro ?

Pour les Vingt-Sept, l'Europe peut prendre des initiatives : harmonisation progressive des fiscalités, prise en considération de la dimension sociale, possibilité d'avoir des actions économiques ensemble par addition des efforts nationaux, sans créer un budget spécial pour l'UEM. Je ne dis pas que cela ne serait pas souhaitable, je pense que cela serait contre-productif, compte tenu du malaise existant dans la construction européenne.

25

Cela nous amène un petit peu à la place de la zone euro dans le monde. Quelle est votre opinion sur ce que l'on appelle le processus de Lisbonne, la possibilité d'engager des mesures qui accroîtraient la productivité de la zone et de l'Union européenne ? Et plus largement, comment voyez-vous le rôle de la zone euro, peut-être plus indépendant de l'Union européenne, dans les années à venir, par rapport aux États-Unis qui vont rester une grande puissance, aux pays émergents qui grandissent à toute vitesse ? Quel pourrait être le rôle de l'euro ?

Je crois tout d'abord qu'il faut tirer des leçons de ce que j'appellerais « Lisbonne I ». Et sur le plan de l'efficacité, la méthode ouverte de coordination est insuffisante. Il faut reconnaître que, d'un point de vue pédagogique, Lisbonne I a beaucoup influencé la pratique des administrations nationales. En France, par exemple, nombre de rapports administratifs y font référence. Mais cela ne suffit pas. Il faut donc un Lisbonne II qui pose la question : « Dans quelles mesures des initiatives strictement européennes peuvent nous aider ? ». Soit par leur caractère incitatif, soit par leur caractère d'investissement public. Il faut, par exemple, davantage s'interroger sur l'état actuel de nos marchés du travail, parce qu'ils ont évolué

depuis Lisbonne I. Il faut aujourd'hui réfléchir à cette nouvelle segmentation entre ceux qui ont un emploi tout le temps et ceux qui n'ont qu'un emploi provisoire. À l'appui, il faut discuter des mesures d'incitation et des programmes européens d'infrastructure, par exemple. C'est un grand rendez-vous qui, peut-être, redonnera à tous le sentiment que le marché unique est vraiment un bien public.

Et donc, si ce Lisbonne II fonctionnait, vous pensez que l'euro aurait de bonne chance dans le partage international des rôles dans les dix ans à venir ?

Vous savez, je pense tout d'abord que l'idéal serait un nouveau *partnership* américano-européen, avec une gestion (en partie conflictuelle) des deux monnaies. Cela me paraît essentiel.

Les États-Unis ont donc besoin d'une concurrence ?

Oui ! Ils ont besoin d'une concurrence.

26

Faut-il, au préalable, internationaliser l'euro ?

La compétition entre les monnaies se fait d'abord sur les marchés. Bien entendu, l'attractivité de l'euro dépendra d'abord des conditions géopolitiques, de ce qui va se passer en Chine qui va jouer un grand rôle comme d'autres pays émergents. Voyez l'influence croissante de ces pays dans les organisations internationales. D'ailleurs, on ne peut pas imaginer qu'à la suite du G20, on puisse ne pas tenir davantage compte de ces pays dans le FMI. Au-delà, il y a aussi l'attractivité propre de l'euro. Actuellement, le potentiel de croissance de la zone euro est à peine de 2 %. Donc, on ne peut pas penser que l'euro pourra tenir vraiment son rang dans de telles conditions. Il y a aussi la question de l'endettement, qui est quand même très préoccupante ! Notre seule chance, c'est un partenariat États-Unis/Union européenne renouvelé, notamment sur cette question monétaire.

J'ai récemment eu un dialogue avec Fred Bergsten. Pour lui, l'Europe a raté son moment. En 2003, il était partisan d'un G2 avec l'Europe ; en 2005, il fallait faire un G2 avec l'Europe, un G2 avec le Japon, un G2 avec la Chine ; finalement, il s'est prononcé en 2009 pour un G2 avec la Chine, ajoutant que l'Europe n'est pas

capable de faire partie d'un G3 parce qu'elle est incapable de parler d'une seule voix.

Sur le plan monétaire, c'est tout à fait excessif, mais à condition que l'Union européenne soit attractive.

Ce n'est pas une question technique.

C'est hétérodoxe, mais je pense nécessaire que l'on arrête d'avoir, du côté européen, des gens d'un optimisme absolu, négligeant ce qu'est la position à la fois faible et forte du dollar. Il faut que les États-Unis et l'Europe se mettent d'accord. Je suis aussi effrayé par les fluctuations de l'euro. Il est passé de 0,86 euro pour 1 dollar à 1,50 euro aujourd'hui. Il faut absolument renforcer l'attractivité de la zone euro par des réformes économiques et une impulsion politique, et en même temps avoir un dialogue pour redevenir un vrai partenaire des Américains dans ce domaine. Ce n'est pas facile à réaliser, mais cela doit être l'objectif politique de l'Union européenne.

Et cela demande un certain nombre d'initiatives; ne faut-il pas, par exemple, avoir un marché financier plus intégré que ce que l'on a aujourd'hui ?

27

Oui. Là où le marché unique a bien fonctionné, nous avons une très bonne compétitivité et des coûts de transaction peu élevés. Mais nous avons encore des coûts de transaction élevés dans le domaine financier. Cela implique des actions décisives pour achever l'intégration du marché financier. Mais cela implique aussi une négociation difficile avec la Grande-Bretagne.

D'après vous, le traité de Lisbonne peut-il aider à faire émerger un meilleur *leadership* plus visible ?

Non. Je ne le crois pas. Je pense que le président stable de l'Union européenne apportera quelque chose, s'il est uniquement un facilitateur¹. Mais si c'est un *Executive President*, on peut s'attendre au pire entre les institutions et même avec les grands pays qui, au bout d'un moment, prendront ombrage du rôle de ce président. Il faut revenir à la méthode communautaire, surtout à 27. Il faut que le Conseil européen se concentre sur les grandes orientations et que celles-ci soient préparées par le Conseil des Affaires générales et la Commission dans un partenariat comme nous avons à l'époque et qui

nous permettrait de présenter au Conseil européen des questions simples sur lesquelles on pourrait voter. Le « comment faire » est, comme vous le savez, aussi important que le « que faire ». Le « comment faire » est désastreux actuellement. La gouvernance, c'est aussi cela, c'est le « comment faire ».

Vous avez dit que votre grande déception était, *grosso modo*, la gouvernance économique de la zone euro. Mais quelles sont vos grandes satisfactions depuis dix ans ?

Quand j'allais aux États-Unis avant 1999, j'avais l'impression qu'ils n'auraient pas beaucoup misé sur un euro qui dure dix ans. Donc, le fait qu'il existe est déjà un grand succès et un grand démenti à tous ceux qui, notamment aux États-Unis, pensaient que cela ne marcherait pas. Et en second lieu, le commerce intrazone euro et l'investissement se sont développés. Et du point de vue de l'emploi, 15 millions d'emplois ont été créés dans la zone euro sur la période 1999-2008. Alors, il faut arrêter de ne voir que les mauvais côtés des choses. Cette aventure est une réussite.

28

La représentation extérieure était l'une des ambitions initiales, on s'en est beaucoup éloigné. N'est-ce pas la revanche des grands pays ?

Si. Pour l'avenir, tout dépendra de la reprise en main politique de l'UEM. Au FMI, il faudra accepter une discipline à l'intérieur, au moins, de la zone euro. Il faut absolument arrêter le petit jeu du genre « fonctionnaires qui jouent chacun leur partie ». Il faut aussi demander aux autres membres des concessions, par exemple aux États-Unis de renoncer à leur droit de veto.

L'instance qui s'est maintenant profilée comme l'instance centrale, c'est le G20. À partir du moment où l'Argentine en est membre, n'est-il pas impossible de dire à la France ou à l'Allemagne qu'elles ne peuvent pas y être représentées en tant que telles ?

Au G20, peut-être, mais je parle du FMI. Le G20 est une structure transitoire. Il lui manque la légitimité. J'avais proposé dès 1993 un Conseil de sécurité économique. C'est d'autant plus justifié aujourd'hui qu'il y a le Conseil de stabilité financière, qui est utile ; il y a d'autres institutions techniques qui sont utiles. Je pense que le G20 ne durera pas. S'il dure, dans l'état actuel des choses, l'Europe y perdra un peu de son influence.

Mais est-ce que le FMI, qui a la compétence et la légitimité, ne pourrait pas jouer ce rôle de Conseil de sécurité économique ?

Non. Cela doit être sous l'égide de l'ONU, c'est-à-dire que les grands ensembles continentaux doivent y être représentés, y compris l'Afrique. Ce Conseil de sécurité économique ne prendrait pas de décision, mais il auditionnerait la Banque mondiale, le FMI, l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et les autres ; et de temps en temps, il se réunirait au niveau des chefs d'État pour donner des impulsions qui se traduiraient ensuite en actions des institutions verticales... Alors, pourquoi n'y a-t-il pas eu ce Conseil de sécurité économique ? Le président Clinton était favorable, mais le FMI et la Banque mondiale ont fait un *lobbying* d'enfer pour que rien ne soit sous l'égide des Nations unies. Pascal Lamy a bien exposé le problème dans l'un de ses articles. Il faut qu'il y ait concertation, institution internationale, légitimité. Le G20, dans le fond, ne peut rien imposer. Or, il faudra un jour la légitimité pour imposer, par exemple, la création d'une institution spéciale pour l'environnement... Vous me direz que les décisions du Conseil de sécurité politique ne sont pas toujours efficaces, mais enfin cela existe. Par rapport à la Société des nations, en 1935, c'est un grand progrès. Il faut le consolider.

29

Le G20 n'a-t-il pas cependant acquis une légitimité par l'action ?

Ce sont des actions individuelles. Vous allez peut-être me trouver très sévère, mais ce ne sont que des pompiers, de bons pompiers, mais pas des architectes. Et nous avons besoin aujourd'hui de responsables qui prennent leur bâton de pèlerin et qui s'attachent à convaincre peu à peu. Tout ce travail est à faire et il a bien été fait après la guerre avec des discussions célèbres dont certaines sont encore des actualités brûlantes. Rappelons-nous les interventions de lord Keynes, de Jean Monnet, de Pierre Mendès-France et d'autres. Mais je ne dis pas que le G20 était inutile, il était indispensable pour sortir de la crise, mais cela n'est pas suffisant pour construire une architecture réaliste de l'ordre mondial et qui, en plus, donne des impulsions.

Revenons sur la question de l'élargissement. Vous avez dit : pas d'élargissement précipité pour des raisons de cohésion et de solidité de l'ensemble qui a été construit. En même temps, il y a tout un halo autour de la zone euro, de pays qui sont en partie euroisés, soit officiellement, soit de fait. Quelle est la responsabilité de la zone euro par rapport à ce halo ? Est-ce qu'il faut l'élargir ? Est-ce qu'il faut jouer

une stratégie d'influence monétaire régionale ? Et qu'est-ce que cela implique ?

Je le pense. Je suis d'accord sur le principe, mais on ne peut pas mettre la charrue avant les bœufs. Nous devons réfléchir entre nous, bien franchement, au fait que certains pays ont profité de l'euro pour mener des politiques d'endettement déraisonnables. Personne ne leur a dit. Donc je ne suis pas opposé à ce que nous passions de 16 à 20, à 22 dans la zone euro, mais plus cette union aura un caractère monétaire, plus elle paraîtra fragile, et moins cette idée que nous pourrions avoir une politique vis-à-vis de l'extérieur pourra s'imposer. Je crois que l'UEM a besoin d'une impulsion politique. Elle ne viendra pas du Conseil de l'euro. Elle ne peut venir que des chefs d'État.

Croyez-vous toujours à l'axe franco-allemand comme moteur de cette impulsion politique ?

Je suis inquiet. Je pense que les nouvelles générations, d'un côté ou de l'autre, n'ont pas comme leurs parents la mémoire de ce qui s'est passé. Ce qui m'a frappé en discutant avec les dirigeants actuels, c'est qu'ils n'ont aucune mémoire, ou ils ne veulent pas en avoir, de ce qui a fait marcher la construction européenne, de ce qui a pu la compromettre, de la façon de trouver des compromis dynamiques... Quand ils parlent de l'Europe, ils parlent en termes de diplomatie classique. On se croirait revenu au traité de Westphalie. Alors, il y a ceux qui disent : il faut que deux ou trois pays assurent implicitement le *leadership* parce que l'on est trop nombreux. Les autres pays réagissent en brandissant le droit de veto. Bref, c'est une voie sans issue.

Qu'est-ce qui est le plus important pour l'avenir ?

À mes yeux, il faut à tout prix préserver le marché unique et cela implique des paramètres économiques, financiers et sociaux. Je suis content que Mario Monti s'en occupe parce qu'il est un grand économiste et qu'il a appris beaucoup lorsqu'il en était chargé. Il y a un besoin de trouver en dehors et au-delà de la routine des raisons nouvelles de travailler ensemble.

Propos recueillis par Pierre Jaillet et Jean Pisani-Ferry.

NOTE

1. L'entretien a été réalisé avant la désignation de Herman Van Rompuy.